

Le Mozambique sur le point de céder ?

L'implantation d'un monumental projet d'industrialisation agricole dans le nord du Mozambique soulève de vives polémiques. En cause : le programme ProSavana. Officiellement, il s'agit d'une coopération entre le Brésil, le Japon et le Mozambique. Les organisations nationales et internationales dénoncent une gigantesque entreprise d'accaparement des terres par l'industrie agroalimentaire.

Le programme n'a pas encore démarré qu'il soulève déjà de fortes vagues de contestations. Issu du « Plan stratégique de développement du secteur agricole » (Pedsa) du gouvernement mozambicain, il prévoit le développement du « Corridor de Nacala », cette longue bande de terre fertile qui s'étend de Lichinga, proche de la frontière du Malawi, jusqu'au port de Nacala. Présentée comme une zone inhabitée, le ministère de l'Agriculture mozambicain vise à attirer des investissements privés.

Le programme ProSavana

Avec ProSavana, le Mozambique entend rendre son secteur agricole performant. Seulement, ce sont des consultants brésiliens et japonais qui fixent la marche à suivre et la société civile mozambicaine n'a pas son mot à dire.

« ProSavana est directement inspiré du programme *Proceder* développé au Cerrado dans les années quatre-vingt et réalisé dans le cadre d'une coopération entre le Brésil et le Japon », explique Christine Wiid, de l'ONG berlinoise Inkota, partenaire de l'organisation mozambicaine de défense des petits exploitants Oram. La similarité des sols entre les deux régions explique la volonté de répliquer l'expérience brésilienne dans la savane africaine. « Les rôles sont bien définis : Brasília partage sa technologie agricole avec le Mozambique, Tokyo finance les infrastructures nécessaires à l'exportation et Maputo pourvoit les terres », poursuit Christine Wiid. À ce jour, le plan de développement de la région (Master Plan) vient d'être finalisé, faisant suite à la signature en septembre 2009 d'un accord de principe qui en fixe le cadre général.

Absence complète de transparence

Or, c'est précisément ce transfert d'un continent à l'autre qui pose un gigantesque problème. Répondant à l'invitation de l'Union nationale des paysans (Unac), la plus grande confédération paysanne du Mozambique, Augusto Juncal, une des figures de proue du mouvement des « sans-terre » au Brésil, est venu avertir les po-

pulations locales de ce qui les menace. « Je vous le dis : ouvrez vos yeux, vous allez perdre vos terres, ceci n'est pas une blague. Il s'agit d'un processus d'empiètement, d'appropriation des terres. Au Brésil, le développement du Cerrado a conduit à l'expulsion de beaucoup de personnes, il a détruit un des biomes les plus importants du pays », a-t-il lancé en portugais devant un parterre de petits exploitants venus l'écouter. Christine Wiid lui fait écho en expliquant que « ce que nous observons là-bas, ce sont de larges espaces de monoculture destinées à l'exportation, l'expulsion des populations locales, la contamination des sols du fait de l'usage intensif des pesticides - et la consolidation de l'industrie agroalimentaire ».

Le projet a été élaboré par une équipe de consultants étrangers.

Déjà échaudé par l'expérience brésilienne, la fuite dans la presse du Master Plan en avril dernier n'a fait que confirmer les pires craintes des opposants au ProSavana. « Officiellement, on parle de quatre millions d'hectares, mais selon les informations obtenues, il s'agirait en fait de 14,5 millions d'hectares », rapporte Calisto Ribeiro, secrétaire générale de l'organisation Oram dans la province de Nampula, dans une interview accordée à *Défis Sud* (voir plus bas). « Et l'affirmation par les autorités selon laquelle le Corridor de Nacala est inhabitée ne correspond pas à la réalité, poursuit-il. Plus de quatre millions de personnes y vivent. C'est une région densément peuplée, où la très grande majorité d'entre elles dépendent de leurs exploitations pour subvenir à leurs besoins. »

Les organisations n'ont cessé de dénoncer l'opacité qui règne autour de la conception et de l'implantation du programme. « Toute la procédure autour de cette entreprise et de son Master Plan est caractérisée par une absence complète de transparence, de consultation et de participation publique », écrit l'ONG *Justiça Ambiental* du réseau des Amis de la terre

[Suite à la page suivante >](#)

> qui a dévoilé au grand jour le plan de développement de la région. Elle dénonce le fait qu'il « a été conduit par une équipe de consultants étrangers entretenant des liens étroits avec les multinationales de l'agroalimentaire, dont certaines ont déjà commencé à acquérir des terres dans la région en question ». Aussi, l'Unac n'a de cesse d'exprimer ses craintes de voir des mégacultures de soja et autre « cash crops » anéantir les fermes familiales qui forment le tissu social et économique traditionnel du pays.

Mobilisation et soutien de la société civile japonaise

Le 28 mai dernier, 23 organisations mozambicaines, représentant petits producteurs et société civile, ont adressé une lettre ouverte aux chefs d'État du Brésil, du Mozambique et du Japon dans

laquelle elles exigent un arrêt immédiat de ProSavana. Leurs délégués se sont déplacés jusqu'à Tokyo pour la remettre directement aux mains du Premier Ministre japonais Shinzo Abe. Rebondissant sur l'initiative mozambicaine, 31 organisations japonaises se sont également fendues d'une lettre ouverte, adressée cette fois au ministère japonais des Affaires étrangères (Mofa) et à l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Elles réclament la refonte complète de l'entreprise d'industrialisation agricole. Plus généralement, elles revendiquent une redéfinition par le Japon de sa politique de développement. Il ressort de la réponse qu'elles ont obtenue des autorités japonaises que le programme continuera à être développé tel qu'il a été initialement conçu, les autres questions étant laissées en suspens.

2014 sera l'année internationale des petites exploitations agricoles familiales – de quoi nourrir la mobilisation des opposants à ProSavana dans les trois pays concernés. L'Unac prépare actuellement un « Plan national pour le soutien aux exploitations familiales » que les organisations japonaises voudraient voir soutenu par les autorités du pays. « Si le but de ProSavana est effectivement de soutenir les fermiers mozambicains, alors il serait plus qu'approprié de reconnaître et de soutenir de telles initiatives. Nous demandons que le Mofa et le Jica considèrent et répondent à cette proposition. » Réponse possible en janvier, lors de la prochaine visite du Premier Ministre japonais au Mozambique. ■

Un article rédigé par Claire Stam

Les Mozambicains protestent

► Une interview avec Calisto Ribeiro

Cela fait environ dix ans que les gouvernements du Brésil, du Japon et du Mozambique travaillent à l'élaboration de ProSavana. L'organisation, Oram, proteste contre ce programme.

Défis Sud : Calisto Ribeiro, quels sont, selon Oram, les points critiques de ProSavana ?

Calisto Ribeiro : Ce programme est discuté et élaboré sans la participation des petits exploitants. Même s'il a été rendu public depuis, ce que nous savons, en tant que représentants de la société civile, est le fruit de demandes insistantes et continues pour avoir accès à l'information. Les petits producteurs doivent être consultés et entendus. Dans sa mouture actuelle, ProSavana est un programme destiné à l'agribusiness qui ne laisse aucune place aux petits exploitants.

Une premier « master-plan » a été rendu public en mars 2013. Ce schéma cartographique le territoire délimité dans le programme pour en identifier les différentes cultures possibles, les systèmes de production et les secteurs où les grandes sociétés

vont pouvoir s'établir. Or, ce schéma a été élaboré dans le secret pendant une année. Il a été conçu et conduit par une équipe technique composée d'ingénieurs brésiliens et japonais. Aucun représentant de la société civile mozambicaine, ni même du gouvernement mozambicain, n'a été impliqué.

Ce programme est élaboré sans la participation des petits paysans.

DS : Pourtant ce programme est supposé être participatif ?

CR : Sauf que les officiels nous fournissent l'information une fois le programme et le schéma directeur conclus. Or, ce que nous voulons, c'est précisément participer à la conception de ce programme, participer au processus de décision, disposer de l'information pendant tout le processus, et non pas une fois que tout est déjà fixé à l'avance.

DS : Comment définissez-vous l'action que vous menez ?

Calisto Ribeiro

Secrétaire générale à Nampula de l'organisation mozambicaine de défense des petits exploitants Oram.